

Cote du document: EB 2013/LOT/G.12
Date: 8 novembre 2013
Distribution: Publique
Original: Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud

Note pour les représentants au Conseil d'administration

Responsables:

Questions techniques:

Abdelkarim Sma
Économiste régional
téléphone: +39 06 5459 2500
courriel: a.sma@ifad.org

Transmission des documents:

Deirdre McGrenra
Chef du Bureau des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: gb_office@ifad.org

Khalida Bouzar
Directrice de la
Division Proche-Orient,
Afrique du Nord et Europe
téléphone: +39 06 5459 2321
courriel: k.bouzar@ifad.org

Pour: **Approbation**

Table des matières

Recommandation pour approbation	1
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2

Annexe

Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud: la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au service du développement agricole et du renforcement de la sécurité alimentaire dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (NEN)	3
--	----------

Sigles et acronymes

CEN	Europe du Centre et de l'Est et les nouveaux États indépendants
GCRAI	Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale
NEN	Division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement

Recommandation d'approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation concernant un don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI, telle qu'elle figure au paragraphe 8.

Rapport du Président concernant une proposition de don au titre du guichet mondial/régional à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du GCRAI

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don en faveur d'un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI) pour un montant de 1,8 million d'USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA d'apporter un appui en faveur de l'accroissement de la sécurité alimentaire par le biais de la coopération Sud-Sud pour le développement agricole dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe (NEN), à un centre international ne bénéficiant pas du soutien du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (GCRAI): le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport:

Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud: la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au service du développement agricole et du renforcement de la sécurité alimentaire dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe
3. Les objectifs et la teneur du programme sont conformes aux objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'à la politique révisée du Fonds en matière de financement sous forme de don.
4. L'objectif stratégique primordial qui guide la politique révisée du FIDA en matière de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2009, est de promouvoir des approches et technologies efficaces et/ou novatrices ainsi que des politiques et institutions qui favorisent le développement agricole et rural en donnant aux populations pauvres, femmes et hommes, des zones rurales des pays en développement les moyens d'accroître leurs revenus et d'améliorer leur sécurité alimentaire.
5. Le programme vise à obtenir les résultats suivants: a) promotion d'activités innovantes et élaboration de technologies et d'approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; b) activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres menées par ce groupe cible ou en son nom; c) renforcement de la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'aide aux ruraux pauvres; et d) promotion, auprès des parties prenantes au sein des régions et de l'une à l'autre, de l'assimilation des enseignements, de la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information au sujet des questions liées à la réduction de la pauvreté rurale.
6. Le programme proposé a été conçu pour être l'un des éléments principaux du plan de travail stratégique de la division NEN, et il est conforme aux objectifs suivants de

la politique révisée du FIDA en matière de dons: i) promouvoir des activités innovantes et élaborer des technologies et des approches novatrices au profit du groupe cible du FIDA; ii) promouvoir des activités de sensibilisation, de plaidoyer et de concertation sur les politiques s'agissant des questions importantes pour les ruraux pauvres menées par ce groupe cible ou en son nom; iii) renforcer la capacité des institutions partenaires à fournir toute une gamme de services d'aide aux ruraux pauvres; et iv) promouvoir l'assimilation des enseignements, la gestion des savoirs et de la diffusion de l'information. Ce programme est, de plus, entièrement consacré à mener à bien l'engagement pris par le FIDA de porter toute son attention à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire et de l'intégrer davantage dans son propre modèle opérationnel. En témoignent divers écrits et initiatives du Fonds, notamment: a) un document sur la coopération Sud-Sud dans le Modèle opérationnel du FIDA, qui a été présenté au Conseil d'administration en septembre 2010; b) un document sur la coopération Sud-Sud dans le Modèle opérationnel du FIDA, préparé dans le cadre de la Consultation sur la neuvième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA9); et (c) la participation à des événements internationaux sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans le cadre de divers processus interagences ou intergouvernements ou de programmes financés par le FIDA.

7. Le but de ce programme est de contribuer à accroître effectivement la sécurité alimentaire et hydrique et à réduire la pauvreté parmi les populations rurales pauvres, en prêtant plus particulièrement attention aux jeunes et aux femmes, dans des communautés choisies au sein de cinq pays de la région NEN à travers des activités de coopération triangulaire interrégionales pour le développement agricole.

Deuxième partie – Recommandation

8. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant les résolutions suivantes:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le programme de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement agricole et du renforcement de la sécurité alimentaire dans la région NEN, accordera un don ne dépassant pas un million huit cent mille dollars des États-Unis (1 800 000 USD) au Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, à l'appui d'un programme de quatre ans. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud: la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au service du développement agricole et du renforcement de la sécurité alimentaire dans la région Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe

I. Contexte

1. Avec la multiplication rapide des acteurs de développement, en particulier du Sud, l'architecture de l'aide internationale connaît un changement considérable. La contribution de la coopération Sud-Sud au développement (appelée coopération Est-Est s'agissant de l'Asie centrale et de l'Europe de l'Est) suscite donc une attention croissante sur la scène internationale. La coopération Sud-Sud est perçue comme un complément précieux et essentiel à la traditionnelle coopération Nord-Sud.
2. Il est difficile d'estimer l'importance tant d'une coordination, d'une gestion et d'une mise en œuvre efficace et efficiente de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire au niveau intrarégional et interrégional pour le développement agricole, que du transfert de solutions efficaces et réalisables et de technologies appropriées pour la réalisation d'objectifs de développement. La diffusion de solutions adaptées concernant l'utilisation de l'eau pour la culture de terres arides, l'accroissement de la production et de la productivité agricoles grâce à des biotechnologies modernes et l'appui à la création d'organisations paysannes constituent des principes clés de la coopération Sud-Sud pour le développement agricole.
3. En particulier, une attention accrue est accordée à la gestion durable des ressources naturelles dans les zones arides, où l'eau se fait rare et précieuse sous les effets croissants du changement climatique. Cela est particulièrement le cas dans les pays arabes, où le volume d'eau disponible par personne est le plus bas au monde, mais également dans d'autres pays de la région NEN qui n'ont pas d'antécédents en matière de pénurie d'eau. Ainsi, l'équilibre subjectif entre l'eau destinée à l'agriculture et à la sécurité alimentaire et l'eau destinée à d'autres besoins devient un choix difficile étant donné que 70% environ de l'eau douce consommée dans le monde va à l'agriculture. Alors que la croissance démographique exige un accroissement de la production alimentaire et que les réalités du changement climatique nécessitent l'adoption de stratégies plus prudentes de conservation de l'eau, il devient évident que, sans sécurité hydrique, il n'y a pas de sécurité alimentaire possible.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Le projet proposé contribue directement à la réalisation des objectifs établis dans le cadre de la Stratégie pour la division Proche-Orient, Afrique du Nord et Europe, stratégie qui s'inscrit dans le droit fil du Cadre stratégique du FIDA 2011-2015. Le projet cible plus précisément le premier résultat souhaité de la politique révisée du FIDA en matière de dons: la promotion de technologies et d'approches innovantes – ainsi que les trois autres résultats transversaux: sensibilisation, développement des capacités et partage des savoirs.
5. Le transfert de solutions et de technologies innovantes dans le secteur de la production agricole doit être mis en œuvre par le biais de trois modalités interrégionales de coopération Sud-Sud:
 - des États arabes à l'Asie centrale et à l'Europe de l'Est: coopération axée sur les compétences techniques dans le domaine de la gestion durable des ressources en eau et appuyée par l'Égypte;

- de l'Europe de l'Est (Hongrie) aux États arabes et à l'Asie centrale: coopération axée sur les compétences techniques dans le domaine de la biotechnologie et appuyée par la Hongrie;
 - de la Turquie aux États arabes et à l'Asie centrale: coopération axée sur la formation à la gestion de coopératives agricoles et appuyée par la Turquie.
6. Le transfert, qui sera conduit par des institutions locales, sera également axé sur le développement des capacités nationales et sur l'établissement de partenariats à long terme. En outre, grâce à de solides échanges de savoirs Sud-Sud (composante 3), le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, en collaboration avec ses partenaires locaux, recensera les meilleures pratiques et les technologies susceptibles d'être transférées. De plus, il mettra en ligne des modules d'orientation et d'échange pour permettre la reproduction à plus grande échelle et la transposition dans le cadre de projets pertinents du FIDA (par exemple, en Égypte, le Projet de développement rural dans la région de Noubaria Ouest et le Projet d'augmentation des revenus ruraux par l'amélioration des marchés) et par la communauté du développement rural au sens large dans d'autres pays de la région NEN et au-delà.

III. Le projet proposé

7. Cette initiative de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au service du développement agricole et du renforcement de la sécurité alimentaire dans la région NEN entend offrir une approche globale afin de renforcer plus encore les points de vue à partir desquels les pays bénéficiaires mettent en œuvre le programme d'action de la coopération Sud-Sud dans la réalisation de leurs objectifs prioritaires, individuels ou collectifs, de développement agricole.
8. Le projet devrait déboucher sur la mise en place de modèles durables étroitement intégrés au dispositif mondial multilatéral d'assistance Sud-Sud du document final de Nairobi (résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies A/64/222 – 2010) afin de promouvoir, dans les pays participants, un environnement favorable à une croissance dynamique de leurs parts respectives de flux de coopération intra et interrégionaux.
9. Le projet a trois objectifs:
- transférer avec succès des solutions innovantes en matière de technologies de préservation de l'eau, de cultures peu exigeantes en eau et d'élevage;
 - créer des espaces politiques et institutionnels plus favorables à la reproduction à plus grande échelle (à savoir la reproduction, l'adaptation ou l'extension) de solutions éprouvées dans le domaine de la production agricole et de la génération de revenus;
 - favoriser les échanges de savoirs Sud-Sud sur la base de solutions et méthodologies concluantes ainsi que par l'accès en ligne à des compétences et solutions endogènes pertinentes.
- Il s'articule autour des trois composantes ci-après:
- composante 1: transfert pratique de solutions et de technologies innovantes
 - composante 2: conseils en matière de politiques et développement des capacités institutionnelles pour la reproduction des solutions à plus grande échelle
 - composante 3: échange de savoirs Sud-Sud.
10. La composante 1 est axée sur le transfert de solutions innovantes en matière de technologies de préservation de l'eau, de cultures peu exigeantes en eau et d'élevage (ce transfert se fera à travers les couloirs interrégionaux de coopération Sud-Sud). Cette composante accroîtra la résilience des jeunes résidents des

communautés rurales, en particulier des femmes appartenant à la tranche d'âge 20-35 ans, qui participent à la production agricole dans des communautés rurales des cinq pays suivants: Algérie, Égypte, Maroc, Ouzbékistan et Turquie. L'appui en termes de formation et de ressources pour la création de coopératives agricoles à assise communautaire touchera jusqu'à 1 000 femmes et jeunes ruraux, reposera sur une technologie agricole innovante efficiente et mettra à profit tout l'arsenal des activités de soutien en fonction des besoins recensés au niveau local. Les deux autres composantes du projet cibleront les décideurs politiques, les associations agricoles et les ministères concernés en Algérie, en Égypte, au Maroc, en Ouzbékistan et en Turquie, ainsi que dans d'autres pays de la région NEN. Vingt groupes issus de dix communautés en Algérie, en Égypte, au Maroc, en Ouzbékistan et en Turquie seront identifiés, chaque groupe composé en moyenne de cinquante résidents susceptibles de constituer une coopérative agricole. Des communautés spécifiques seraient identifiées de concert avec les interlocuteurs gouvernementaux et des groupes de la société civile sur la base de critères détaillés mutuellement définis, à partir des conditions générales suivantes:

- proportion de groupes de populations vulnérables au sein d'une communauté (jeunes, femmes)
- potentiel d'amélioration/d'optimisation de la production agricole
- réactivité des autorités communautaires locales

IV. Produits et avantages escomptés

11. Les résultats escomptés sont les suivants:
 - accroissement de la capacité d'adaptation des communautés locales – plus précisément, jusqu'à 1 000 bénéficiaires directs – et augmentation des interventions pilotes susceptibles d'être reproduites;
 - amélioration de la coordination et de la collaboration interrégionales et intrarégionales en vue de l'obtention de résultats;
 - simplification de l'accès des communautés et autres parties prenantes dans la région NEN et au-delà à des compétences techniques, solutions, méthodologies et savoirs pertinents;
 - plus grande sensibilisation des décideurs politiques au niveau national et des bénéficiaires potentiels directs aux avantages et moyens pratiques d'une coopération Sud-Sud en faveur de la lutte contre les pénuries alimentaires et hydriques et la pauvreté rurale parmi les jeunes et les femmes.
12. Dans le cadre de ce projet, le transfert de solutions se fera le long de trois principaux couloirs interrégionaux de coopération Sud-Sud, à savoir:
 - des États arabes à l'Asie centrale et à l'Europe de l'Est: coopération axée sur les compétences techniques dans le domaine de la gestion durable des ressources en eau;
 - de l'Europe de l'Est (Hongrie) aux États arabes et à l'Asie centrale: coopération axée sur les compétences techniques dans le domaine de la biotechnologie;
 - de la Turquie aux États arabes et à l'Asie centrale: coopération axée sur la formation à la gestion de coopératives agricoles.
13. Ces échanges sont considérés comme un partenariat mutuellement bénéfique, et non pas comme la fourniture d'une aide du sommet vers le bas, et sont par conséquent susceptibles d'évoluer vers un partenariat continu et durable se poursuivant au-delà du terme d'un projet donné. Le choix géographique s'est également appuyé sur les capacités de pays tels que l'Égypte, la Hongrie et la Turquie en tant que pourvoyeurs de solutions, ainsi que sur l'intérêt manifesté lors

des consultations informelles préliminaires qui ont eu lieu durant la phase de développement du projet.

14. La plateforme de cartographie en ligne répond à la demande visant à combler le manque d'informations sur les instruments et mécanismes existants, uniques et spécifiques à la région NEN, pour une coopération Sud-Sud efficace. Cette plateforme a été initialement financée par la Banque islamique de développement, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et le Centre régional du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour les États arabes implanté au Caire et elle sera étendue à l'Europe de l'Est et à l'Asie centrale dans le cadre du présent projet.

V. Modalités d'exécution

15. Le projet sera mis en œuvre en coordination avec trois institutions de coopération technique et de développement et en collaboration avec trois centres d'excellence spécialisés, en mettant à profit leurs connaissances et compétences techniques dans leurs domaines de compétences respectifs.
16. Le couloir A, axé sur le transfert, des États arabes à l'Asie centrale et à l'Europe de l'Est, de compétences techniques dans le domaine de la gestion durable des ressources en eau, sera mis en œuvre en étroite coordination avec le Fonds égyptien pour la coopération technique avec les pays du Commonwealth, les États islamique d'Europe et les États nouvellement indépendants, et en étroite coopération avec le Centre national égyptien de recherche sur l'eau. Le couloir B, axé sur le transfert, de l'Europe de l'Est (Hongrie) aux États arabes et à l'Asie centrale, de compétences techniques en biotechnologie, sera mis en œuvre en étroite coordination avec le Comité interdépartemental hongrois pour la coopération internationale au développement et en coopération avec le Centre hongrois de biotechnologie agricole. Il mettra l'accent sur des biotechnologies non controversées, telles que la sélection assistée par marqueurs et la micropropagation à partir de culture de tissus. Le couloir C, axé sur le transfert de compétences techniques et de formation à la gestion de coopératives agricoles, effectué par la Turquie au bénéfice des États arabes et de l'Asie centrale, sera mis en œuvre en étroite coordination avec l'Agence turque pour la coopération internationale et en coopération avec le Centre turc international pour la recherche et la formation agricoles.
17. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud sera le principal gestionnaire du projet financé par le don du FIDA – il sera chargé d'obtenir des résultats clés, de mettre en œuvre l'assistance technique, de superviser les partenaires, de gérer le budget et de soumettre rapports financiers et descriptifs. Compte tenu de la complexité et de la nature spécifique de ce don, la fonction de coordonnateur du projet sera confiée au Chef de la Division des États arabes du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, qui veillera à ce que chaque partenaire local progresse dans la mise en œuvre de son propre plan d'exécution; que les étapes du don dans son ensemble soient respectées; que soit établie une étroite relation avec le siège du FIDA et chacun de ses bureaux de pays.
18. Les états financiers du PNUD, y compris ceux du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, seront soumis au FIDA sur une base semestrielle; ils seront certifiés par des auditeurs extérieurs au PNUD et accompagnés le cas échéant de leurs rapports. Les rapports financiers sur les dépenses effectuées dans le cadre de ce projet seront présentés selon les principes d'une comptabilité de caisse, exception faite des dépenses cofinancées en nature. Les avances seront versées par le FIDA au Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud par l'intermédiaire d'un compte bancaire ouvert à cet effet par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud. L'avance initiale versée équivaldra au maximum à 75% du plan de travail et budget annuel (PTBA), tel qu'approuvé par le FIDA. Les versements ultérieurs interviendront chaque année dans les mêmes conditions:

jusqu'à 75% du PTBA de l'année considérée, après qu'au moins 75% de la précédente avance annuelle aura été justifiée par des états de dépense certifiés. Toutes les avances devront être entièrement justifiées par ces états de dépense certifiés dans les six mois suivant la clôture du don. Les paiements ultérieurs aux partenaires d'exécution seront effectués par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et dûment comptabilisés conformément à son règlement financier. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud devra restituer tout solde éventuel restant avant la date de clôture du don. Les contributions en espèces du FIDA et du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud financeront simultanément toutes les dépenses affectées du projet, sur une base *pari-passu*. Les éléments hors trésorerie sont des valeurs nominales correspondant aux facilités fournies par les agences partenaires.

19. Le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud sera également en charge de la fourniture de l'assistance technique aux partenaires nationaux et locaux, ainsi que du partage des savoirs entre eux. Le projet sera mis en œuvre sur quatre ans.

VI. Coût et financement indicatifs du programme

20. Le coût total du projet est estimé à 2 695 500 USD. Le FIDA contribuera à hauteur de 1 800 000 USD (67% du coût); les contributions en nature et en espèces au titre du partage des coûts s'élèvent à 895 500 USD (33% du budget total), ainsi réparties: une contribution en espèces de 257 000 USD, une contribution en nature de 220 000 USD de la part du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, et une contribution en nature de 418 500 USD de la part des organisations locales.

Récapitulatif du budget et du plan de financement (en milliers d'USD)

<i>Catégories de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement</i>
Salaires ^a	259	353,5
Formation	610	246,5
Services de consultants ^b	531	210
Voyages et indemnités	260	85,5
Frais généraux ^c	126	0
Total	1 800	895,5

^a Salaires du personnel du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud affecté à plein-temps aux activités du don.

^b Ils incluent les services sous-traités et les dépenses pour des études et recherche.

^c Les frais généraux du projet (frais de soutien de la direction générale), estimés sur la base de 7% de la contribution du FIDA, soit 126 000 USD, seront imputés au Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	To contribute to effectively advancing South-South and Triangular Cooperation for agricultural development, enhanced food and water security and rural poverty alleviation in the selected communities in the countries of the Near East and North Africa, Central Asia, and Eastern Europe.	Qualitative: What are the practical new elements brought about by the project that could advance South-South and Triangular Cooperation or agricultural development? Can they be easily adapted/internalized by IFAD in its other relevant activities?	Project evaluation report	It is assumed that the scope of problems and opportunities with respect to advancing South-South and Triangular Cooperation agenda addressed in this project is representative of similar problems and opportunities in a broader sense
Objectives	<ol style="list-style-type: none"> To transfer successful innovative solutions through pilot initiatives in water preservation technologies, cultivation of water-efficient crops and cattle-breeding. To improve conditions for scaling up including replication, adaptation, and expansion of successful solutions in agricultural production and income-generation through policy advice, and institutional capacity development. To facilitate South-South knowledge exchange through documenting successful solutions and methodologies, as well as providing online access to relevant home-grown expertise and solutions. 	<p>Quantitative: Number and types of concerted South-South exchanges resulting from the project intervention.</p> <p>Qualitative: Are solutions brought about through this project more efficient in terms of time and other resource investment vis-à-vis benefit for the communities? Are solutions easily/hardly adaptable?</p> <p>Qualitative: How have conditions improved for scaling up successful solutions? Have the project brought about new workable strategies, policies and/or mechanisms directly aimed at scaling up successful solutions?</p> <p>Quantitative: Number of new solutions documented by solution-providers and downloaded (or commented upon) by solution-seekers through the online mapping platform</p>	<p>Project evaluation report, baseline surveys</p> <p>Project evaluation report</p> <p>Project evaluation report</p>	<p>It is assumed that South-South solutions brought about by the project will be more time- and cost-efficient and will bring better results in addressing the challenges of enhanced water and food security, and poverty alleviation.</p> <p>It is assumed that new strategies, policies, and mechanisms adopted with the assistance from the project would improve conditions for scaling up successful solutions.</p>
Outputs	<p><u>Component 1: Transfer of Innovative Solutions and Technologies</u></p> <p>Output 1: 10 community needs assessment reports with clearly identified needs of each of the communities identified and matching of these needs with technological solutions implemented.</p> <p>Output 2: At least 2 groups consisting of up to 50 young agricultural entrepreneurs, women and men, are identified in each of the 10 pilot rural communities in beneficiary countries and have committed their time and resources available to create/strengthen their agricultural cooperative. Approach to selection process is described in the sub-chapter Target Group.</p> <p>Output 3: At least 20% of the leading members of agricultural cooperatives received formal training, the remaining members benefited from on-site expert advice resulting in preparation of detailed business and</p>	<p>Quantitative: Number of needs assessment reports. Output target: 10</p> <p>Quantitative: Percentage of women in groups. Output target: 50%</p> <p>Quantitative: Number of people who received formal training Output target: 200</p>	<p>Project evaluation report</p> <p>Project evaluation report</p>	<p>Assessments to be conducted by native speakers against the TOR unified across all five countries</p> <p>Information on project opportunities should be disseminated using locally-acceptable means of public information</p>

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<p>Outputs</p>	<p>technology plans by each of 20 groups for creation/strengthening of their agricultural cooperative.</p> <p>Output 4: 20 agricultural cooperatives created/strengthened in the rural communities of five target beneficiary countries. <u>Component 2: Policy Advice and Institutional Capacity Development for Scaling up Successful Solutions</u></p> <p>Output 5: Support provided to the Ministries of Agriculture of the 5 target beneficiary countries in establishing and developing the institutional capacity of the specialized units for South-South and Triangular Cooperation in agricultural development.</p> <p>Output 6: Inter-ministerial network supported by interactive online platform for 5 Ministries of Agriculture in the target beneficiary countries is set up and operational, focusing on exchange of assets and technologies, including legislative analysis on formalizing such exchange and elaboration of country-specific recommendations.</p> <p>Output 7: At least five national-level consultative boards established with the participation of the respective units of the Ministries of Agriculture and the Ministries of Finance (and other relevant entities) within the 5 target beneficiary countries aimed at scaling up solutions piloted within the given project and other similar solutions.</p> <p><u>Component 3: South-South Knowledge Exchange</u></p> <p>Output 8: The online portal on Mapping South-South Cooperation Mechanisms and Solutions that was initially supported by the IDB and the UN for the Arab States region will be expanded to Central Asia and Eastern Europe with at least 20 additional new solutions documented online. More details on the portal are available in the sub-chapter below.</p> <p>Output 9: Needs-based research on trends, obstacles and priority areas of support to expanding South-South and Triangular Cooperation in the field of resource-efficient agricultural production is conducted leading to three online and printed publications focusing on innovative experiences and knowledge transfer in sustainable water resources management, biotechnology, as well as in organization of agricultural cooperatives.</p> <p>Output 10: At least 3 promotional online video clips produced with the participation of resource persons from the communities that</p>	<p>Quantitative: What is the % of increase in agricultural productivity compared to average agricultural productivity in the area due to the new biotechnology adapted? What is improvement in the use of water resources due to the new solutions adapted?</p> <p>Qualitative: How did the project improve the institutional capacity of the Ministries of Agriculture vis-à-vis the needs for better knowledge transfer, experience sharing and replication?</p> <p>Qualitative: How did the interactive online platform contribute to improving South-South knowledge exchange in the areas of water/food security, biotechnology, and agricultural cooperatives?</p> <p>Qualitative: What is the composition of national-level consultative boards? How well are the recommendations of the boards are transferred in concrete actions?</p> <p>Quantitative: Number of additional new solutions documented online Output target: 20</p> <p>Qualitative: Are publications easily understandable for various target audiences (policy-makers, development practitioners)? Can publications be used to effectively replicate and adopt certain</p>	<p>Project evaluation report</p>	<p>Scheduled training sessions should be synchronized with average seasonal workload in targeted communities to ensure high level of attendance</p> <p>Agricultural cooperatives need to complement not replace services already available to residents from other means (local authorities, etc.)</p> <p>Proposals and plans in establishing specialized units should be synchronized with overall ministry schedules and plans</p> <p>Internal policies and procedures of ministries involved must be taken into account and followed while establishing the network</p> <p>Consultative boards should be rather established on the basis of existing</p>

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
<p data-bbox="147 587 232 611">Outputs</p>	<p data-bbox="297 172 943 272">benefited from the project support, focusing on spreading the successful solutions in resource-efficient agricultural production and aiming at policy decision makers and civil society organizations dealing with the rights of rural youth and women</p>	<p data-bbox="965 172 1061 196">solutions?</p> <p data-bbox="965 245 1464 392">Qualitative: How likely are the messages delivered through the video clips to encourage the target audiences to pursue actively South-South Cooperation for agricultural development? How relevant are the recommendations provided to the IFAD business model</p>	<p data-bbox="1489 196 1727 220">Project evaluation report</p> <p data-bbox="1489 419 1727 443">Project evaluation report</p>	<p data-bbox="1771 172 2141 220">consultative mechanisms rather than from the scratch</p> <p data-bbox="1771 440 2141 515">Solutions to be documented should be relevant to the needs identified at the assessment stage</p> <p data-bbox="1771 695 2141 770">Solutions presented in the publications should be relevant to the needs identified at the assessment stage</p> <p data-bbox="1771 826 2141 946">Consultations with national and regional media corporations should be conducted far in advance to ensure highest possible coverage of the audience</p>